

Des directions opérationnelles et démocratiques au service d'un nouveau projet collectif

Igor Zamichiei

La crise de direction actuelle est liée autant aux désaccords sur les orientations décidées qu'aux difficultés de leur mise en œuvre et aux processus de construction de ces orientations politiques. Nos choix pour les élections de 2017 en sont le témoin. Ils étaient l'aboutissement d'une stratégie politique incapable de valoriser l'originalité des positions communistes et de créer un rapport de force dans la société comme au sein des forces de gauche.

Les défis politiques immenses que nous avons à affronter impliquent de définir un nouveau mode de fonctionnement de la direction nationale avec plusieurs objectifs : construire des décisions politiques sur la base de débats réellement instruits, nourrir notre travail théorique de toutes nos initiatives, recenser ces initiatives pour mesurer nos forces et nos faiblesses, évaluer leur efficacité pour diffuser dans l'organisation le meilleur de nos pratiques, coordonner des initiatives nationales visibles.

Pour y parvenir, les directions doivent avoir un fonctionnement beaucoup plus collectif et plus à l'écoute de notre collectif militant, des structures départementales et locales, de nos pratiques dans la société. Dans son adresse à la commission des candidatures, Pierre Laurent appelle à un tel fonctionnement et ajoute « *Aucun·e secrétaire national·e, aucune personnalité ou petit groupe de personnalités ne pourra seul·e relever les défis lourds et complexes que nous allons devoir affronter.* » Je partage totalement cet avis, mais précisément, n'est-ce pas cette pratique d'une direction fonctionnant trop souvent en vase clos qui a prévalu ces dernières années ?

Je souhaite partager avec la commission des candidatures quelques réflexions et propositions concernant nos directions.

Agir avec l'ensemble des militant.e.s au service d'un nouveau projet collectif

La crise que nous traversons vient de loin et est profondément liée à l'évolution de la société française et aux transformations nécessaires mais mal conduites de notre parti pour prendre en compte cette évolution dans notre projet politique, l'identification de la classe sociale que nous voulons rassembler pour le faire progresser, notre fonctionnement démocratique ou encore la formation des adhérent.e.s et des cadres du parti pour diffuser et faire évoluer ce projet.

Nous devons penser notre parti comme un organisme vivant cherchant une solution communiste aux défis contemporains, en prise avec les contradictions du capitalisme et avec le projet individuel des femmes et des hommes qui font le choix de nous rejoindre et en interaction avec les représentations actuelles de celles et ceux que nous voulons rassembler. C'est ainsi que nous agissons avec l'ensemble des militant.e.s au service d'un nouveau projet collectif.

Notre volonté d'ouvrir un dialogue fécond dans la société autour d'un projet communiste doit prendre appui d'une part sur les aspirations et les expériences sociales et citoyennes qui peuvent alimenter ce projet ; d'autre part sur une plus grande maîtrise politique par les adhérent.e.s et les cadres du parti de nos propositions, de leur cohérence, autant que des verrous idéologiques faisant obstacle à leur appropriation par la société française.

La force et la cohérence de notre action seront augmentées si nous agissons pour développer la mise en responsabilité des camarades et créer les conditions d'initiatives politiques de leur part tirant parti de leur position sociale ; et si nous parvenons à substituer au centralisme démocratique de nouvelles

centralités pour alimenter, coordonner et rendre plus visible nationalement l'action des communistes.

Notre capacité de rassemblement peut être décuplée si nous progressons dans la connaissance de la façon dont le capitalisme contemporain crée des nouveaux facteurs de division et simultanément de nouvelles possibilités d'unité de la base sociale que nous souhaitons mobiliser ; et dans le développement d'initiatives politiques portant des objectifs précis pour renforcer cette unité.

Partager l'information, améliorer la prise de décisions

Les orientations du parti sont construites et débattues à trois niveaux différents : localement dans les différentes structures – cellules, sections, fédérations, comités régionaux ; au sein des commissions nationales ; au sein des directions nationales, conseil national et comité exécutif national. Or, le dialogue et la coordination entre ces différents niveaux sont très insuffisants. Le fonctionnement des instances de directions doit permettre de créer du lien entre tous les niveaux, de faire reculer le temps dédié à l'échange général au profit de l'instruction de dossiers et de prises de décisions.

Nos sections et fédérations sont confrontées à des problèmes politiques qui doivent être alimentés par les orientations de notre projet et l'alimenter en retour. Or certaines commissions produisent peu et d'autres, qui ont parfois quant à elles une formidable production, ne voient pas celle-ci portée à la connaissance des adhérent.es du parti. Le Conseil national doit instruire réellement les débats, valider des orientations, et impulser le développement de réseaux d'actions connectés à toutes les structures du parti. Le CEN doit solliciter les membres du CN et organiser la mise en œuvre des décisions, les deux instances devant travailler à diffuser largement leur travail et à l'alimenter par celui des communistes de toute la France. La nouvelle plateforme numérique sera utile à cela mais ne pensons pas qu'elle est une solution miracle. Elle nécessite simultanément une animation politique et un changement de nos processus de travail.

Toutes les informations concernant nos orientations et nos initiatives doivent être accessibles à tous et largement débattues. Cela nécessite de créer des outils, tant d'information interne et de consultations régulières sur le travail des directions nationales, que de partage de ce qui se produit dans les fédérations pour nourrir ce travail national. Nos décisions doivent être prises par le plus grand nombre possible de camarades après sollicitation d'avis, tant des camarades ayant une connaissance approfondie du sujet que des camarades et des structures locales que la décision va impacter. Ainsi, le lien entre les fédérations et les directions nationales doit être considérablement développé. Enfin, la diversité politique dans notre organisation doit nourrir ce processus de décisions sans tomber dans la recherche d'un consensus paralysant. Notre unité sera renforcée à la fois si chacun.e est sollicité à égalité et si nous faisons refluer les logiques de tendances pour éviter qu'une personne ou un groupe réduit fasse systématiquement obstacle aux décisions collectives construites par l'ensemble de notre collectif militant.

Au delà du renouvellement, promouvoir la mise en responsabilité

Nous ne devons pas limiter notre réflexion au renouvellement de nos directions. Certes nos directions ont vu leur composition profondément renouvelée ces dernières années. La question n'est donc pas stabilité ou renouvellement mais bien davantage une nouvelle culture de la mise en responsabilité, en créant les conditions de celle-ci, dont nous avons besoin.

Nous avons besoin d'une mise en responsabilité beaucoup plus importante, individuelle et collective, autour d'engagements précis et un travail d'évaluation continue de ces engagements.

Cette mise en responsabilité conduira à une démocratisation sans précédent de notre organisation et à une capacité d'action décuplée.

Or, la mise en responsabilité se heurte au fonctionnement actuel de nos structures, qui n'est pas adapté à des modes d'engagement qui se diversifient et se raccourcissent. De surcroît, il nous faut rendre possible l'implication à égalité de camarades ouvrier.e.s et employé.e.s autant que des cadres, de militant.e.s de catégories populaires autant que de catégories supérieures, des femmes autant que des hommes.

Ainsi, nous devons développer à la fois la formation et de nouveaux modes de fonctionnement pour : soutenir des projets militants provenant de motivations d'adhésion de plus en plus diverses ; mobiliser des militant.es dont l'engagement peut être intensif mais discontinu ; développer le travail en petit groupe tourné vers l'action.

La composition de nos directions est un enjeu décisif. Celle-ci doit bien sûr permettre une bonne représentation des territoires, singulièrement des fédérations hors Île-de-France, mais surtout une capacité et disponibilité des camarades à accomplir des tâches essentielles pour renforcer notre organisation.

Par exemple, relancer l'implantation du parti dans le monde du travail nécessite un collectif de syndicalistes et parmi eux des animateurs.trices aux parcours, compétences et réseaux adaptés à cette ambition.

Chaque dirigeant.e national.e doit prendre des engagements, être soutenu par le collectif dans leur réalisation, et mettre en débat les difficultés comme les potentialités rencontrées dans l'exercice de sa responsabilité.

Enfin, le ou la prochain.e secrétaire national.e devrait à mon sens garantir cette ambition nouvelle : construire des directions au service d'un nouveau projet collectif de notre parti, plus opérationnelles et plus démocratiques, des directions collectives qui contribuent à une unité renforcée du parti.

Igor Zamichiei,
Secrétaire de la Fédération de Paris du PCF